

VATICAN

Pas touche à l'économie

Un document intéressant du Saint-Siège sur la crise financière provoque une levée de bouclier. Dans les milieux économiques néolibéraux comme au Vatican. Certains auraient rêvé de censure.

Salle de presse du Saint-Siège, le 24 octobre. Le cardinal ghanéen Peter Turkson présente un document rédigé par le Conseil pontifical Justice et Paix dont il est le président. Face à la crise financière mondiale actuelle, le texte dénonce les dérives du libéralisme économique et l'idéologie utilitariste selon laquelle « *ce qui est utile au plan personnel conduit au bien de la communauté* ». Il prône au contraire, comme l'explique le cardinal, « *une éthique de la fraternité et de la solidarité, ainsi que la subordination de l'économie et de la finance à la politique, responsable du bien commun* ».

Le document va plus loin, au-delà du discours général. Il avance des propositions concrètes pour sortir de la crise: contribution plus importante des riches, taxation des transactions financières, appel à la constitution d'une « *autorité publique à compétence universelle* » dans le cadre d'une société et d'une économie qui se mondialisent davantage: « *L'Autorité mondiale devrait donc impliquer tous les peuples de façon cohérente, dans une collaboration au sein de laquelle ils sont appelés à contribuer, avec le patrimoine de leurs vertus et de leurs civilisations.* »

BLOCAGE DES NAISSANCES, VRAIMENT ?

Dix jours plus tard, se réunit le sommet du G20 à Cannes, la grand-messe des pays qui « comptent » sur la planète. Le même jour, le 4 novembre, l'éditorial de *L'Osservatore romano*, journal officiel du



TURKSON CONTRE BERTONE. Deux regards fort différents sur le monde.

Vatican, désavoue, dans le titre, le document de Justice et Paix.

Gotti Tedeschi, président de la banque du Vatican (Institut pour les œuvres de religion), y dénonce le fait que dans l'interprétation de cette crise, on ne tient pas compte de sa véritable origine: la « *baisse de la natalité* ». Peu avant sa nomination en 2009, ce banquier qui passe pour un ultra-libéral avait déjà affirmé que la crise mondiale de l'économie « *vient de ce que l'on n'a pas suivi les indications d'Humanae vitae, c'est-à-dire qu'elle vient de la négation de la vie et du blocage des naissances* ». Toujours ce même jour, le cardinal Tarcisio Bertone, numéro deux du Vatican, convoque un sommet à la secrétairerie d'État. Il s'agit de remettre un peu d'ordre dans ce que d'aucuns appellent de la « confusion ».

PAROLE LIBRE

La publication du document suscite en effet de nombreuses réactions et de fortes

pressions, notamment de la part de lobbies américains proches des Républicains et de la part de ceux qui considèrent que l'Église catholique n'a pas à intervenir dans les questions économiques et sociales: « *Rendez à César...* ».

Désormais, dit-on, tout document publié par un dicastère (ministère romain) devra avoir l'aval de la secrétairerie d'État. Mais d'après le courrier envoyé aux chefs de dicastères le 4 novembre, cette mesure ne concerne en fait que les documents signés par le pape. Ce qui n'est pas le cas pour le document de Justice et Paix. Le cardinal Turkson avait

d'ailleurs souligné: « *Sur de telles notes, personne ne nous a jamais demandé si nous avons reçu ou non l'approbation du Vatican. Tout ce qui sort de notre dicastère n'est pas de l'ordre du dogme.* » Il avait aussi ajouté: « *Certains nous applaudissent, en nous disant: 'Maintenant, je suis fier d'appartenir à l'Église catholique.' D'autres sont moins satisfaits et nous accusent d'avoir trahi l'enseignement de Benoît XVI, qui n'aurait jamais évoqué une autorité politique mondiale.* »

Cette dernière accusation s'avère fautive. En effet, dans son encyclique « *Caritas in Veritate* », Benoît XVI considère que pour faire face aux problèmes planétaires, en matière d'économie comme d'environnement, « *il est urgent que soit mise en place une véritable Autorité politique mondiale telle qu'elle a déjà été esquissée par mon Prédécesseur, le bienheureux Jean XXIII.* »